NUMÉRIQUE & SOUVERAINETÉ · FICHE MESURE

Souveraineté numérique et technologique

Souveraineté numérique et technologique : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
30 Md€	**−10 Md€**	**+2 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +10 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Vecteur juridique : Loi cadre Souveraineté numérique + LF + transposition DMA/DSA + décrets + Bpifrance

Résumé

Reconquérir la souveraineté technologique de la France en 5 ans, sujet de loin le plus rentable économiquement à attaquer (ratio coût/bénéfice ~1:3 sur 5 ans, ~1:10 sur 15 ans). Dix axes : (1) Création de Cloud France, alternative souveraine aux GAFAM pour l'État et les entreprises stratégiques ; (2) Programme IA française massif (10 Md€ sur 5 ans, formation 100 000 ingénieurs) ; (3) Souveraineté hardware (retour partiel du silicium en France/EU via le Chips Act européen) ; (4) Régulation des réseaux sociaux (transparence algorithmique, protection mineurs, lutte cyberhaine) ; (5) Cybersécurité civile (ANSSI étendue aux PME et particuliers) ; (6) Lutte contre la dépendance GAFAM (taxe élargie, obligations d'interopérabilité, alternatives publiques) ; (7) Données personnelles (RGPD renforcé, droit à l'oubli effectif) ; (8) Lutte massive contre la cybercriminalité (pôle judiciaire spécialisé) ; (9) Numérique inclusif (illectronisme, accès internet universel garanti) ; (10) Soutien à la Tech française (licornes, France 2030 numérique). Solde budgétaire net positif (~+5-15 Md€ sur 5 ans) grâce aux économies sur GAFAM et aux recettes Tech.

Financement

Coût brut sur 5 ans : ~30 Md€

- Cloud France : 5 Md€
- France 2030 IA : 10 Md€
- Hardware (Chips Act + quantique) : 3 Md€
- Cybersécurité civile (ANSSI étendue, hôpitaux, plan chiffrement) : 3 Md€
- Régulation réseaux sociaux (plateforme, ARCOM renforcée) : 0,5 Md€
- Lutte cybercriminalité (pôle judiciaire, formation) : 2 Md€
- Numérique inclusif (Pass numérique, guichets, internet universel) : 1,5 Md€
- Tech française (Bpifrance, French Tech Visa) : 5 Md€

Recettes brutes sur 5 ans : ~40 Md€

- Taxe GAFAM élargie (5 % CA + assiette IA) : ~15-25 Md€ cumulés
- Économies sur cloud public (passage à Cloud France) : ~3 Md€ cumulés
- Récupération avoirs cybercriminels : ~10-15 Md€ cumulés (~2-3 Md€/an)
- Recettes fiscales nouvelles via emploi Tech (200 k emplois × ~10 k€/an cotisations + IR) : ~10 Md€ cumulés
- Recettes IA (exports, brevets, licenses) : ~5 Md€ cumulés
- Économies indirectes (baisse pertes cyberattaques, ~10 Md€/an actuellement) : ~5-10 Md€ cumulés évités

Solde net sur 5 ans : ~+10 Md€ POSITIF, soit ~2 Md€/an en moyenne. **Mesure rare qui est à la fois souveraine, structurante ET budgétairement excédentaire**.

À long terme (15-20 ans) :

- La France capte une part de la valeur Tech mondiale, estimée à 30 % du PIB mondial d'ici 2050 (McKinsey).
- Évite la prise de contrôle de ses infrastructures critiques par des États étrangers.
- Création de ~500 000 à 1 M d'emplois Tech à terme.
- Soft power technologique : exports de modèles IA, hardware, logiciels souverains.
- **Valeur cumulée pour l'économie française à 15 ans : ~100-200 Md€** (avec des marges d'incertitude).

Calendrier

- **An 1.** Adoption parlementaire. Création de l'agence Cloud France. Lancement du France 2030 IA renforcé. Application taxe GAFAM élargie. Démarrage du Pass numérique. Création du pôle judiciaire cybercriminalité.
- **An 2.** Cloud France opérationnel pour les premiers services publics (santé, fiscalité). 50 000 ingénieurs IA en formation. 1 supercalculateur opérationnel. ARCOM renforcée et premiers audits algorithmiques. 1 M de Français passés par le Pass numérique.
- **An 3.** Migration intégrale des services publics critiques vers Cloud France. 5 centres de calcul opérationnels. Première vague d'investissements hardware (Crolles, etc.). Plan de chiffrement déployé. Bilan à mi-parcours.
- **An 4.** Filière Tech française en forte croissance (10 nouvelles licornes). Récupération substantielle d'avoirs cybercriminels. Évaluation indépendante par la Cour des comptes et France Stratégie.

- **An 5.** Bilan public complet : souveraineté technologique mesurée, emplois Tech créés, économies sur GAFAM, baisse cyberattaques, niveau d'inclusion numérique. Régime de croisière.

Indicateurs de succès

- Part des services publics critiques sur Cloud France (objectif : > 90 % à 5 ans).
- Nombre d'ingénieurs IA formés en France (objectif : +100 000 cumulés).
- Nombre de licornes Tech françaises (objectif : 50 d'ici 2030 vs 25 aujourd'hui).
- Taxe GAFAM effectivement perçue (objectif : > 4 Md€/an en régime de croisière).
- Nombre de Français en situation d'illectronisme (objectif : 5 M → < 1 M en 10 ans).
- Couverture internet haut débit (objectif : 100 % du territoire à 5 ans).
- Pertes économiques liées aux cyberattaques (objectif : -50 % en 5 ans, soit ~5 Md€/an évités).
- Emplois Tech créés ou rapatriés (objectif : +200 000 en 5 ans).
- Score de souveraineté technologique (indicateur composite, suivi annuel).

Public cible

Bénéficiaires directs :

- 67 millions de citoyens français à travers la protection de leurs données, la cybersécurité, et l'inclusion numérique
- ~5 M de Français en situation d'illectronisme : sortie progressive grâce au Pass numérique
- 4 M d'entreprises (notamment PME) bénéficiant d'une cybersécurité renforcée
- ~200 000 emplois Tech créés ou rapatriés en 5 ans

Bénéficiaires industriels :

- Filière française du cloud (OVHcloud, Scaleway, Outscale)
- Filière IA française (Mistral AI, Hugging Face, LightOn, etc.)
- Filière hardware (STMicroelectronics, Soitec, GlobalFoundries)
- Startups Tech soutenues par France 2030 et FPSR

Concernés par les contraintes :

- GAFAM : taxe élargie, interopérabilité forcée, lutte contre l'évasion fiscale renforcée
- Réseaux sociaux : transparence algorithmique, protection mineurs, modération renforcée
- Cybercriminels : pôle judiciaire spécialisé, sanctions, coopération internationale

Sources

- ANSSI — Rapports annuels sur la cybersécurité française — https://www.ssi.gouv.fr
- France 2030 — Plan numérique et IA — https://www.gouvernement.fr/france-2030
- European Chips Act (UE) — https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/europe-fit-digital-age/european-chips-act_fr
- DMA et DSA — Règlements européens sur les marchés et services numériques — https://digital-markets-act.ec.europa.eu
- CNIL — Rapports annuels sur les données personnelles — https://www.cnil.fr
- Cour des comptes — Souveraineté numérique de l'État (2023) — https://www.ccomptes.fr
- Insee — Mesure de l'illectronisme et de l'inclusion numérique — https://www.insee.fr
- Estonie — Modèle X-Road et e-Estonia — https://e-estonia.com
- McKinsey — Valeur économique mondiale de la Tech à l'horizon 2050 — https://www.mckinsey.com
- Royaume-Uni — Online Safety Act 2023 — https://www.gov.uk/government/publications/online-safety-act-explainer — Modèle de protection des mineurs en ligne.

Fiche complète en ligne : https://chiffrons.fr/mesures/numerique-souverainete-technologique/ — on y trouve aussi : diagnostic, le détail de la mesure.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.